

Menasra lors d'un meeting à Bab el-oued

“Nous sommes à l'écoute de la justice”

“Je n'ai rien contre l'ex-ministre Chakib Khelil avec lequel j'ai fait partie de deux gouvernements. Je ne sais pas s'il est innocent ou impliqué, mais nous restons à l'écoute de la justice, en espérant qu'elle sera juste”, a affirmé, hier, lors d'un meeting à Bab El-Oued, le président du Front du changement, Abdelmadjid Menasra, soulignant, toutefois, qu'il “est difficile de rendre hommage à cette dernière, au vu de ses verdicts”. “Ce qui m'a le plus dérangé dans cette affaire, c'est l'accueil officiel dont il a bénéficié. Ce que certains verront comme une provocation au peuple.” “Il est vrai qu'il s'agit du retour d'un concitoyen dans son propre pays, mais j'aurais aimé qu'il soit retourné avant ce jour”, a abondé dans ce sens le président du FC, tout en critiquant “une certaine presse qui l'a présenté comme un héros”. Et d'enchaîner : “Ce que je sais, c'est qu'il y a eu des deniers détournés et des contrats douteux en Algérie. Ce que personne, du président de la République au simple citoyen, ne peut nier.” “Mais pourquoi aucun ministre n'a-t-il été jugé ?”, s'est-il interrogé.

Car, d'après lui, si dans un ministère, il y a malversation, c'est le ministre qui doit être jugé en premier. Et s'il s'avère innocent de détournement, il doit l'être pour “crétinisme politique”. “Car il ne sert à rien d'être un ministre propre, mais à la tête d'un département où se produisent des détournements et des marchés douteux.” Et le président du FC de renchérir en exprimant sa conviction que “chaque jour, les Algériens confirment que la corruption est la plus protégée en Algérie, plus que le Parlement et le Président”, en ce sens que “tout le monde est passible de jugement sauf la corruption”. Selon lui, “l'Algérie vit une telle situation de crise qu'elle ne peut supporter plus d'unilatéralisme, de polarisation du pouvoir et de la décision, et le peuple algérien ne peut supporter davantage de marginalisation”, a-t-il affirmé. D'où son appel à un consensus entre tous les politiques, qu'il a invités à “mettre fin au discours nihiliste, au takfirisme politique et aux accusations et aux invectives, ainsi qu'au désespoir”. Il a, en outre, répondu aux détracteurs de l'opposition en ces termes : “Je dis à ceux qui voient d'un œil réducteur l'opposition, la considérant comme un ‘microbe’, ou quelque chose d'étrange, que la nouvelle Constitution protège totalement l'opposition.”

Cependant, l'opposition est tenue, quant à elle, de diriger ses efforts vers la dynamisation du changement démocratique, a estimé M. Menasra qui, dans ce sens, a appelé à une convergence des initiatives politiques sur le terrain au motif que “l'Algérie vit un danger”. M. Menasra a estimé que notre pays fait face à trois dangers. D'abord, un danger actuel, soit la crise politico-économique et financière que traverse le pays, notamment le danger de la corruption qui “prouve chaque jour, qu'il dispose d'un État pour le protéger”. Le danger à venir est celui de Daech et d'Al-Qaïda, comme en témoigne l'attaque avortée contre une plateforme gazière du sud du pays, ainsi que l'intervention étrangère.

A. R.